

**L'ITALIE DE MUSSOLINI
VINGT ANS D'ÈRE FASCISTE
(A. NOUSCHI).**

Par M. GALLO

MUSSOLINI, L'ITALIE ET LE FASCISME

L'historiographie française compte peu de bons connaisseurs de l'Italie contemporaine; d'emblée, Max GALLO s'est placé parmi les meilleurs, en publiant à la file une *Italie de Mussolini*, des textes relatifs au fascisme et une solide étude sur la guerre d'Éthiopie¹. Les trois ouvrages se complètent et permettent désormais au lecteur français de disposer d'une bonne documentation en langue française sur ce quart de siècle d'histoire brûlante. En réalité, à travers la biographie de Benito Mussolini, M. Gallo plonge dans l'Italie d'avant 1914, pétrie de contradictions multiples; une façade de démocratie parlementaire qui s'exprime dans le sang les soulèvements urbains des ouvriers du Nord, ou ruraux des paysans du Sud; un pays qui a dû mal à trouver son assiette économique mais qui se lance dans les conquêtes coloniales et la première guerre mondiale en mai 1915; à cette occasion, Mussolini se sépare définitivement de ses camarades socialistes et se place au premier rang des partis de la guerre. Les Français ont-ils subventionné Mussolini? M. Gallo incline à l'admettre sans l'affirmer expressément. En vérité, ceci est maintenant hors de doute². Mussolini a reçu des fonds du gouvernement français et a ainsi pu entreprendre une campagne de presse en faveur de l'intervention italienne au côté des alliés. Mais son succès ne s'explique que par l'existence d'un courant d'opinion alimenté depuis la fin du XIXe siècle en faveur de la guerre.

Celle-ci, au lieu de simplifier les problèmes, les a accrus; elle a surtout renforcé les forces conservatrices, disons pour la commodité de l'expression: la Droite, c'est-à-dire la grande industrie qui se retrouve encore plus puissante qu'avant 14; et d'autant plus que la gauche a été muselé, voire combattue vigoureusement (cf. les répressions des émeutes de 1917); mais surtout le pays a été endoctriné; le salut de la patrie a permis de couvrir bien des erreurs, les fautes et d'abord celles du haut commandement qui a souvent gaspillé les hommes et le matériel; il a aussi permis de camoufler bien des bénéfices ou des profits plus ou moins importants. Le Parlement s'il ne représentait qu'une portion étroite de l'opinion publique italienne, s'est trouvé ainsi devant le fait accompli. Son impuissance ne date pas de 1922; elle est bien antérieure et il faut la faire remonter, en réalité, au mieux en avril-mai 1915, lorsque le souverain et le Président du Conseil signent et négocient le Traité de Londres et imposent à la parlementaire, ou bien de ratifier ou bien d'ouvrir une crise constitutionnelle, la plus grave depuis 1870. La personnalité du roi Victor-Emmanuel III apparaît dès lors différente de ce que l'on a cru: il n'est pas le simple figurant qu'on a imaginé, et donne sa caution à la Droite, contre le Parlement. Dans cette crise du printemps 1915, se trouvaient face à face le roi et la Maison de Savoie, symbole de l'Unité et du Risorgimento, d'une part, le parlement, représentant l'Italie nouvelle, de l'autre part: mais quelles racines celle-ci avait-elle dans le pays? Et ces racines étaient-elles plus profondes que celles de la Monarchie? Poser la question, c'est déjà y répondre. Et nous retrouverons une crise semblable quelques années plus tard, lorsque l'Italie connaîtra l'épreuve de l'après-guerre. L'aviissement du Parlement italien, mais nous avons la même formule à quelques variantes près, en France, en Allemagne, en Russie, au nom de la Patrie en danger et de l'Union sacrée, a coïncidé avec la paralysie de la gauche: du même coup, la démocratie était sapée dans ses bases. Si l'on ajoute les difficultés économiques aggravées par la guerre, l'épuisement du pays, l'insatisfaction et l'humiliation infligée par la France la Grande-Bretagne qui ne respecte pas les promesses des accords de Londres, il est sûr que les cartes possédées par Orlando et la démocratie de type parlementaire étaient de médiocre valeur. Dans un pays méditerranéen où le verbe garde encore sa magie et

¹M. Gallo, *l'Italie de Mussolini*; vingt ans d'ère fasciste, Paris 1964, 555 p. textes et documents: le fascisme italien, n° 23, 3e trimestre 1965, 48 p. l'affaire d'Éthiopie; aux origines de la guerre mondiale, Paris, 1967 in coll. Un brûlant passé, 292 p.

²Voir sur ce point, l'intervention de G. DETHAN, in *ATTI DEL XLI CONGRESSO DI STORIA DEL RISORGIMENTO ITALIANO*, Trento, 9-13 oct.1963, Roma, 1965, p.46.

pout lancer les imaginations, la vie quotidienne telle qu'auraient pu la défendre les tenants du parlementarisme ne pouvait intéresser qu'une minorité. A ces promesses d'un monde nouveau issues de la droite qui utilise les mots de la gauche mais les muscles, semblent répondre celles, vite abattues, de la gauche socialiste et bolchéviste qui reflue en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne entre 1918-et 1920. Et les violences perpétrées par les militaires désœuvrés, avec la complicité de la grande industrie, de l'armée et de la monarchie contre la gauche sont trop proches de celles de la guerre pour qu'on puisse les condamner. D'ailleurs, pourquoi les condamner puisque, dans un cas comme dans l'autre, il s'agit toujours de défendre la Patrie et le Roi. Logiquement, le Roi ne peut que soutenir l'action fasciste: dès lors, dans ce cas, comme dans celui de la déclaration de guerre, le Parlement est perdant. Mussolini a-t-il perçu une telle logique? Il ne semble pas car, et c'est l'apport évident de M. Gallo, l'homme demeure d'une prudence extrême, ne s'aventurant que s'il est sûr de gagner autrement, n'hésitant pas à jouer sur deux tableaux et à faire chauffer deux fers en même temps: ainsi en 1919, on le voit soutenir simultanément les démobilisés en chômage, voire les travailleurs, et les industriels. Si lui est prudent, par contre ceux qui sont en théorie chargés de défendre la légalité, police, armée, couvrent délibérément les assassinats et les brutalités fascistes. Ni le Roi, certes, ni les ministres non plus n'osent ni ne désirent se mettre en travers: la légalité qui est bientôt vidée de sa substance et de sa réalité l'ordre fasciste peut s'installer dans cette coque vide. Il suffit d'une menace, la marche sur Rome, pour que, sans enfreindre la légalité, Benito Mussolini devienne Président du Conseil. Après quoi, les difficultés réelles disparaissent: l'appareil de l'État est entre les mains des fascistes; on trois ans, le Parlement et le pays sont mis au pas pour longtemps Mussolini et ses hommes dirigent désormais l'Italie le fascisme peut s'épanouir. S'il rencontre une résistance, alors deux voies s'ouvrent pour la tourner la corruption ou la violence ; on les retrouve tout au long de l'histoire de ces années. Y a-t-il une doctrine politique? Fondamentalement, le fascisme qui se vous d'abord et surtout Action et qui méprise la pensée et la réflexion, devrait négliger de se définir une quelconque doctrine. Cependant, les fascistes ont éprouvé le besoin de se justifier doctrinalement: Mussolini? Certes, mais surtout les "Intellectuels" et les "penseurs" du Parti (G. Gentile, par exemple): à l'idéologie de droite elle la prééminence de l'État et de la Nation exaltés perpétuellement; l'un et l'autre se confondent dans le chef qui a entre les mains tous les éléments pour apprécier sainement et, sereinement une situation : son autorité et ses qualités lui interdisent toute erreur et la Nation doit lui faire aveuglément confiance, puisqu'il est la personnification de l'État. S'opposer au chef, discuter ses ordres c'est se dresser contre l'État et l'intérêt supérieur de la Nation.

L'opposant doit être mis dans l'impossibilité de nuire. Pour mieux se faire accepter des masses populaires, l'État fasciste use d'un vocabulaire de gauche : Mussolini le parle d'autant mieux qu'il en a été nourri jusqu' en 1914. Ses objectifs ne sont, en apparence, qu'une variante du socialisme! Les socialistes traditionnels sont étoffés à ce moment là, pourchassés impitoyablement. Ceci permet au fascisme de consolider et d'améliorer la position des grands capitalistes: les fonds publics alimentent largement un certain nombre de grandes entreprises (M. Gallo on donne la liste p.298) de plus, le fascisme encourage les fusions au profit des grandes sociétés. A ces faits s'ajoute, la crise qui élimine les moins robustes, absorbés par les plus forts. Délibérément le fascisme a-t-il choisi de ruiner la petite bourgeoisie ? M. Gallo ne se prononce pas formellement sur ce point. Une étude attentive serait fort bien venue et permettrait de mieux comprendre le développement des oppositions après 1930-1933. Faut-il alors envisager l'aventure éthiopienne, le rapprochement avec l'Allemagne nazie et l'entrée en guerre comme la solution qui permettait de retenir cette petite et moyenne bourgeoisie? L'exaltation de la Nation, de la Patrie et de la Grandeur italienne qui avait si bien réussi entre 1919 et 1922 devait-elle encore regrouper autour du fascisme, du Duce, ces hommes et ces femmes? On serait tenté de le suggérer même s'il est évident que la guerre d'Éthiopie est autre

chose. Est-elle aux "origines de la seconde guerre mondiale"? On peut être tenté de répondre oui, dans la mesure où la France et la Grande-Bretagne laissent faire Mussolini et ridiculisent un peu plus la S.D.N. dont le prestige était passablement atteint après la crise de Mandchourie et l'échec de la conférence du Désarmement, la signature du Pacte à Quatre et les départs à grand fracas, du Japon et de l'Allemagne. Laval peut bien contester les interprétations que Mussolini donne aux conversations de Rome : le nombre et la qualité des documents remis par M. Gallo donnent peu de crédit aux affirmations françaises. Plus grave encore est l'action britannique: c'est sans doute le fait le plus important mis en lumière par l'auteur. Les foudres brandies par le gouvernement anglais sont mouillées; et Mussolini le sait bien. En dehors du Labour qui penche pour le recours à la force, les conservateurs ne sont guère soucieux d'engager la Grande-Bretagne dans un conflit anglo-italien: la conférence de Stresa est à ce point de vue très éloquent. Cette double mission franco-anglaise antérieure au conflit permet à Mussolini toutes les rodomontades et laisse les Abyssins, mains nues, aux prises avec une guerre atroce. Les sanctions dans tout cela constituent une véritable et sinistre dérision, car même Eden est singulièrement L'modéré. Après l'Éthiopie, tout s'enchaîne dans une forte logique, jusqu'à la fin certes, certains des hiérarques ont une claire vision des dangers à venir! Mais auraient-ils pu sauver le régime, en prenant leurs distances à l'égard de l'Allemagne et de la guerre? Personnellement, je ne le crois pas car alors toutes les contradictions auraient surgi, plus graves, et il n'est pas sûr que le fascisme eût eu l'élan et le dynamisme nécessaires après la victoire en Éthiopie. Car cette guerre a pesé sur le budget italien: à ce point de vue, une étude ou une mise au point ne serait pas inutile, car elle permettrait de mieux apprécier la marge de manœuvre laissée au Duce et à ses exécutants. De toute façon, l'Italie est désormais dans le sillage allemand, après 1936. Les péripéties dramatiques ne manquent pas et donnent au livre de M. Gallo un rythme tendu jusqu'à cette exécution dans la débandade de Mussolini, de sa maîtresse, des hiérarques au bord d'un lac, au printemps 1945. L'allure dramatique d'un minutieux récit est le trait majeur de "L'Italie de Mussolini", alors que "l'affaire d'Éthiopie" est d'un ton apparemment plus détaché; Encore que l'horreur éprouvée par les observateurs devant cette affreuse guerre affleure à chaque page et prenne le lecteur à la gorge.

La biographie, - genre peu pratiqué de nos jours-, se prête évidemment plus à la dramatisation; et B. Mussolini semble l'exagérer, - à plaisir? À dessein? - De toute façon, il n'est pas et ne saurait être ce "César de carnaval" que certains ont vu en lui. Habile tacticien, prudent, attentif, il traîne derrière lui un certain nombre de forbans, à qui tout réussit, -ce qui donne au fascisme son rayonnement-, et l'installe définitivement dans l'idéologie du monde contemporain. L'exagération des violences par rapport à celles du passé, l'attirance de la "canaille" et du grand capital, une caricature de socialisme démagogique et de verbalisme, la nation exaltée et la propagande somptueuse, plus ou moins exaspérée par les clameurs des foules enrégimentées et complices, la guerre et aussi, humiliation du désastre, tout cela est certes issu de Mussolini; mais qui peut dire la part de l'homme et celle des événements, je veux dire la guerre, et d'abord celle qui, dans plus de quatre années de douleurs, de boue et de sang, met au monde le XXe siècle.

A. NOUSCHI.